

vement l'hellénisme « étranger ». Il acheva donc ses études théologiques à l'école Sainte-Croix de Jérusalem (1893-1900). Secrétaire du patriarcat en 1906, puis chancelier, il se brouilla presque aussitôt avec le vieux patriarche Damianos. Celui-ci se trouvait violemment bousculé entre la grande majorité de ses ouailles qui sont des Syriens de langue arabe, et la *Fraternité Hellénique du Saint-Sépulcre* qui prétend gouverner seule le patriarcat et ses finances pour l'exaltation du panhellénisme. Grec lui-même, Damianos, par un sentiment d'équité et par contrainte aussi, fit en 1902 quelques concessions aux Syriens — aux Arabophones, comme on dit là-bas. Aussitôt le monde hellénique entra en guerre contre lui. Meletios Metaxakis se chargea de pousser les hostilités. Bientôt en effet, le samedi 26 décembre 1908, Damianos était déposé par son synode grec.

Le patriarche d'Alexandrie, Photios, « fils chéri » de Damianos et candidat éventuel à sa succession, approuvait cette déposition. Mais Damianos, contre son clergé et ses évêques, se sentait fort de deux appuis : l'ensemble de son troupeau, peu nombreux — quelque cinquante mille âmes, mais enthousiaste de trouver un patriarche grec favorable aux Arabophones, et surtout la Russie anti-hellénique et grande Suzeraine alors de l'Orthodoxie. Il rappela donc que son patriarcat était autocéphale. Sa Béatitudo d'Alexandrie, malgré son titre pompeux de « Treizième apôtre et juge de l'univers », n'avait rien à voir en Palestine : qu'il se préoccupât plutôt de sauver du mahométisme ou de multiplier ses quelques centaines d'ouailles.

L'archimandrite Meletios Metaxakis manœuvrait un autre Méletios, métropolitain de Tibériade, devenu *locum tenens* ou suppléant du patriarche déchu. Mais puisque le patriarche refusait de partir, tous deux le dénoncèrent à Constantinople. Le Phanar, à son tour, le déclara déchu. Mais Damianos lui dénia toute compétence, comme il avait fait pour Alexandrie. Il resta, il reste encore en 1922 patriarche de Jérusalem.

Une commission ottomane, après enquête, approuva Damianos et prescrivit le départ immédiat de Metaxakis. Il s'embarqua le 20 février 1909, Meletios de Tibériade meurt subitement dans la nuit du 23 au 24, et la paix renaît si vite à Jérusalem, que, le 1^{er} mars, Damianos, son conseil grec et le peuple syrien célèbrent leur réconciliation.

CHAPITRE III

Les Grecs du Royaume et le métropolitain Meletios

A vrai dire, Mgr Meletios Metaxakis ne semble pas avoir été fort regretté en Grèce.

Qu'il fût avant tout un politicien, cela ne scandalisait personne en Orient. Mais il avait représenté le mouvement panhellénique, plus que le particularisme de l'Eglise nationale, c'était une faute.

Second ou troisième ministre des Affaires étrangères à côté de M. Venizelos, il avait comme lui voyagé, et préparé une politique à longue portée. Son esprit de réforme, et de réforme semi-calviniste, exaspérait la majorité du clergé grec. Le dictateur spirituel s'irritait des résistances, il exhala tout haut ses mépris, ses colères, ses menaces.

Le lendemain, dont il se croyait assuré, devait lui être terrible. Mais il est homme à se relever (1), à se venger. Il rappelle Cyrille Loukaris par plus d'un trait.

Né en 1871 dans l'île de Crète et donc sujet du Sultan, élevé parmi les Grecs de l'Empire turc, le métropolitain vénizéliste d'Athènes manqua de liaison avec le peuple qu'il devait administrer. Sans doute, il avait traversé toutes les autres Eglises autocéphales de race hellénique, et c'était sa force et son mérite aux yeux de Venizelos, s'il devait seconder un mouvement panhelléniste. Mais il ignorait les Grecs du Royaume, et ce fut sa faiblesse. Car il les traita en pacha turc, et il se les aliéna profondément.

Partout où il a passé, il a semé des divisions durables.

Ordonné diacre dans le patriarcat autonome d'Antioche, il le quitta parce que l'élément indigène, syriaque, y évinçait progressi-

(1) Lignes écrites avant le simulacre d'élection qui, en décembre 1924, le porta sur le trône patriarcal de Constantinople (voir chap. IX).

Mais la guerre débarque à Constantinople. Meletios y travaille d'abord contre son « ex-patriarce », qu'il poursuivra encore de ses rancunes treize ans plus tard (1). Chaque fois il est aidé par un ami, qui a dû quitter Jérusalem avec lui, Chrysostome Papadopoulos, supérieur d'abord du séminaire Sainte-Croix de Jérusalem, et qui deviendra plus tard supérieur du séminaire Rhizariou d'Athènes. Le patriarche Joachim III se voit lui-même en grand péril d'être déposé. Le 31 mars 1909, onze membres de son synode, sur douze, votent contre lui. Ce ne serait point sa première déchéance puisqu'il a déjà été déposé le 30 mars 1884. Mais, cette fois, il est sauvé parce que la Semaine-Sainte commence et parce que, le 13 avril, mardi de Pâques, éclate la révolution turque qui renverse Abdul-Hamid.

Meletios Metaxakis, parmi ces échecs, se fait la main. Puisque Jérusalem et Constantinople ne cèdent pas encore à sa jeune impétuosité, il se tourne vers une autre Eglise, autocéphale aussi, moins haute, moins difficile à escalader et qui lui servira de marche-pied : l'île de Chypre.

En y briguant la première place, il continuerait d'ailleurs la lutte contre Mgr Damianos et contre Joachim III. Car la malheureuse « orthodoxie chypriote », toujours secouée par des luttes intestines, subissait depuis 1902 une crise des plus violentes. Les trois patriarches d'Alexandrie, de Jérusalem et de Constantinople y rivalisaient violemment entre eux, le premier pour déposer, les autres pour soutenir l'archevêque « indépendant » de Chypre, Cyrille de Cyrène. Photios d'Alexandrie poussait à sa place Cyrille Papadopoulos, métropolitite de Kition. En 1908, le Phanar, d'accord alors avec Damianos de Jérusalem, avait imposé Cyrille de Cyrène. C'était assez pour que Metaxakis se déchainât contre lui. En 1909 donc, Photios d'Alexandrie faisait reconnaître Cyrille de Kition par le gouverneur anglais, sir Nicolas Antoine Kin Charman. Le simulacre d'élection était du 10 avril 1909, le *placet* anglais, du 21 avril.

(1) Les Turcs, pendant la guerre, déportèrent Damianos. Dès que les Anglais entrèrent à Jérusalem, Meletios, qui était alors métropolitite d'Athènes, leur fit demander avec instance par Venizelos la déchéance immédiate du patriarche absent. La politique anglaise devait ménager alors les Arabes. Le commissaire britannique répondit donc, tout net, que le Royaume hellénique n'avait rien à voir en Palestine : dès lors, il était dénoncé et bientôt remplacé.

A ce moment, Meletios Metaxakis songea que Chypre pourrait lui convenir. Après ses petits exploits de Jérusalem et de Constantinople, il allait se trouver sans occupation. Il essaya bien de s'en créer aussitôt, au Phanar, mais le nouvel ambassadeur russe, M. Tcharikov, venait d'admonester — très vivement — les quatre patriarchats de l'Orthodoxie grecque, en les invitant à cesser d'urgence leurs conflits et leurs excommunications scandaleuses. Chypre resterait, si les nouvelles tentatives de Meletios échouaient.

Pour rouvrir la lutte contre Damianos, il adressa une brochure de sa composition aux ambassadeurs accrédités près de la Sublime Porte. Mais ce pamphlet contre *Les Exigences des Orthodoxes arabophones* produisit un double résultat, assez malencontreux pour l'auteur : des menaces très vives du ministère ottoman, qui le fit comparaître à plusieurs reprises pour qu'il désavouât toute collusion avec les Grecs du royaume, et un soulèvement des Orthodoxes arabes qui s'emparèrent le 5 décembre 1909 de sept petits couvents grecs de Jérusalem.

Décidément, il valait mieux partir pour Chypre. Cyrille Papadopoulos, en quittant le siège de Kition, le passa à Meletios. Leurs adversaires ecclésiastiques, indignés de leur esprit faisauteur, leur reprochaient à tous deux d'être inféodés aux loges maçonniques.

Leur amitié pour l'Angleterre explique assez cette accusation. Meletios surtout devint l'intime des Anglais, leur grand favori.

Il prétendait « réformer ». « Après dix ans d'anarchie ecclésiastique », disait-il, une *Loi organique de l'Eglise de Chypre* est nécessaire. Il la rédigea et, dès le mois de mai 1911, la proposa à une assemblée où les laïques pouvaient exercer une influence prépondérante. C'était introduire « la Réforme », disaient les adversaires.

L'opposition et, plus encore, l'apathie arrêtèrent bien des réalisations. Une d'elles cependant passa très vite de Chypre en Grèce. La préparation des prêtres fut confiée aux écoles normales d'instituteurs. Au lieu d'être seulement écoles normales (*δ.δ.α.α.α.λ.α.ε.ι.ο.ν.*), elles devenaient en même temps séminaires (*ε.π.ο.-δ.δ.α.α.α.λ.α.ε.ι.ο.ν.*). Leur programme, à peine retouché, continuerait à préparer directement des instituteurs. Mais, après quelques années d'enseignement dans un village, à trente ans, l'instituteur aurait droit à l'ordination sacerdotale. Dès lors il serait, en même temps, « instituteur et curé », consacrant en sa personne « l'union de l'Ecole et de l'Eglise, de

l'instruction et de la religion » : l'ordre des mots marque assez la préoccupation première du réformateur de Kition.

Il sécularisait le clergé, il le laïcisait. Le ministre de l'instruction publique en Grèce, M. Alexandris, s'empessa de proposer la même loi au parlement d'Athènes. Les « réformateurs » tchéco-slovaques de 1921 adoptent cette pratique (1). Les instituteurs — le plus souvent incrédules notoires, francs-maçons, athées et blasphémateurs publics — qui eurent la plus grande part dans la fondation de l'Eglise nationale tchéco-slovaque, seront ordonnés prêtres de leur nouvelle Eglise. C'est le triomphe des primaires sur « les curés ». La liturgie en langue vulgaire, et le droit au mariage, au divorce et à d'autres mariages facilitent évidemment le recrutement de pareils « clergés ».

C'est ce métropolite de Kition, véritable autocrate religieux de Chypre, que Venizelos discerna pour de plus hautes destinées.

Dès qu'il eut repris le pouvoir en juin 1917, le grand homme d'état ne se contenta point d'assainir les organismes militaires et civils. Il voulut purifier aussi l'Eglise. Il déposa d'abord tous les membres du Saint-Synode d'Athènes, puis il les déféra à une Haute-Cour ecclésiastique. Une vingtaine d'autres prélats, les plus considérables du royaume, étaient inculpés en même temps. Cette procédure s'explique. Tous avaient présidé ou du moins approuvé, dans leurs diocèses respectifs, une cérémonie d'anathème et de lapidation contre l'effigie de Venizelos. Leur procès s'acheva, en décembre, par une série de condamnations rigoureuses.

Libre de ce côté, M. Venizelos, dès le 4 février 1918, appela par télégramme le métropolite de Kition. S'embarquant aussitôt, le 7 février, pour l'Egypte et de là pour Athènes, Mgr Meletios descendait au Pirée le 22 février. Le jour même, il avait avec M. Venizelos une longue conférence politico-religieuse. Le 26, il était présenté au Saint-Synode comme premier candidat à l'archevêché d'Athènes : les deux autres noms requis par les lois canoniques et civiles ne figuraient que pour la forme.

Sujet ottoman, il n'était pas éligible ; un décret du 27 février le

(1) Voir plus loin, chap. VII.

naturalisa hellène. Il était lié à l'Eglise de Chypre : quelques télégrammes l'en délièrent et l'incorporèrent à l'Eglise du royaume. Le 7 mars, un décret royal, publié au *Journal officiel*, le nommait métropolite d'Athènes et président du Saint-Synode. L'intronisation solennelle eut lieu dès le lendemain.

Tout était si bien préparé que l'évêque put y prononcer un grand discours-programme.

Après avoir comparé sa propre carrière à celle de saint Paul, le nouvel élu faisait le procès de son Eglise. « Le peuple chrétien a vu l'erreur s'installer manifestement à la place de la vérité : elle souille l'épouse immaculée du Christ. »

Au passé d'hier il fallait donc substituer un plan nouveau, celui d'une Eglise panhellénique. Le royaume devait reprendre les traditions du peuple grec. Ce peuple, si religieux déjà au temps du paganisme, avait été détourné de ses voies par la victoire des Romains. Il y revint, quand l'hellénisme du Golgotha remplaça l'hellénisme du Parthénon, et réalisa l'unité de la patrie grecque. La Grèce de Miltiade et de Thémistocle put renaitre : Grèce d'Héraclius et des Paléologues.

Mais actuellement, continuait Meletios, elle manque de science. L'Eglise du royaume en est toute dépourvue. Inférieure aux autres, elle devrait prendre modèle sur le « clergé cultivé de Russie ». Elle manque aussi de zèle, il faudra donc cesser de la soumettre à des moines, toujours paresseux. Désormais ses évêques devraient être mariés. Ainsi pourraient-ils corriger les moines. Ces derniers, déclarait l'archevêque, « ne donnent aucune satisfaction dans leur condition actuelle ».

Enfin, le discours se terminait par une « sonnerie de trompette au nom du panhellénisme ». Appel à Chypre. Appel à l'Asie Mineure. Appel à la Macédoine. Appel à Sainte-Sophie. « *Alarme panhellénique*, devant atteindre Jérusalem ».

Les Grecs ne sont-ils pas, en effet, les propriétaires et les maîtres du Saint-Sépulchre ? Leurs droits sont prouvés de par son inscription qui porte ces mots : Πρωμαχοι κληρονομοι Αγίου Τίτου. *Les Romains possèdent le Saint-Sépulchre*. Car les Ρωμαιοι à Constantinople, ce sont les Grecs. C'est d'eux que « la Macédoine attend ses libérateurs,

l'Asie Mineure ses sauveurs, la Cité-Reine (Constantinople, Tsar-grad) ses héritiers, Sainte-Sophie ses ministres sacrés (1) ».

Inauguré par cette violente critique des hommes et des coutumes, le gouvernement religieux de Meletios Metaxakis se poursuivit en multipliant les mesures vraiment dictatoriales. Sur trente évêques de Vieille-Grèce, vingt-trois avaient été condamnés à des peines généralement graves : quelques-uns obtinrent bien d'être graciés. Un seul, Polycarpe de Triikka, bénéficia d'un acquittement. Ceux qui exercent ainsi le pouvoir « spirituel » sont les mêmes qui incriminent le « despotisme » des papes...

Ces violences devaient se renouveler, en sens inverse, quand le métropolitain constantinien Théoclytos reprit le pouvoir.

Troublant contretemps pour les amis anglicans de l'Église hellénique. Avec qui désormais souhaieraient-ils s'unir ? Avec « l'orthodoxie » de Meletios, leur hôte d'hier, tout prêt aux conciliations, mais excommunié aujourd'hui par l'hellénisme ? Avec « l'orthodoxie » de Théoclytos ? Moins disposé aux transactions, moins accommodant sur les chapitres du dogme et de la discipline, il se conforme plus aux traditions de son Église et aux pensées communes du clergé grec. Les anglicans hostiles à toute union, par esprit calviniste ou simplement nationaliste, eurent beau jeu de rappeler que, dès le début de 1920, le *Manifeste du collège Mansfield* mettait en garde contre les enthousiasmes irréflectifs (2) : les ardents l'avaient blâmé, n'était-il pas sage ?

Nous retrouverons plus loin Meletios. Appelé enfin au siège patriarcal de Constantinople par un parti, excommunié par les autres, il pourrait bien accroître l'embaras des Anglicans au lieu de le simplifier.

(1) Une traduction correcte de ce discours a été publiée *in extenso* dans les *Echos d'Orient*, de juillet 1919; nous leur empruntons nos citations, après les avoir collationnées sur l'original.

(2) Voir plus haut, Deuxième partie, chap. V, p. 72.

CHAPITRE IV

Les années 1920 et 1921 à Constantinople.

A Constantinople, plus encore qu'à Londres, la chute de Venizelos déconcerta tous les espoirs.

Les Grecs du Phanar ne vivent que d'un désir : celui de rétablir leur patriarcat au sommet religieux de l'hellénisme. L'effondrement russe et l'amitié anglaise leur garantissaient, enfin, le succès.

Après une attente, que cinq siècles n'ont pas découragée, ils offriraient, comme s'il leur appartenait déjà, un trône impérial à l'élu de Venizelos. Ce trône, selon l'aspiration séculaire de Byzance, serait l'*usque* trône impérial du monde : puisque tous les autres — rivaux et rebelles (1) — venaient de s'effondrer. Venizelos leur promettait, en compensation, l'hégémonie religieuse de cet empire. « Le patriarche œcuménique » bénirait à Sainte-Sophie tout l'Orient, celui des Grecs et celui des Slaves. Il y bénirait même l'Occident, puisqu'une élite anglaise viendrait demander, avec la reconnaissance d'ordinations variées, hélas ! depuis quatre siècles, la sécurité d'adorer sans arrière-pensée une hostie qu'aucun prêtre n'aurait consacrée.

Pour préparer la place à ce réconciliateur, le siège de Constantinople fut laissé vacant, indéfiniment.

Germanos V avait succédé, le 5/18 février 1913, à Joachim III. C'était un homme médiocre après le plus méritant des patriarches que le Phanar eût connu depuis des siècles. Joachim III, élu le 4 octobre 1878, avait été déposé le 30 mars 1884; mais, dix-sept

(1) Il faut toujours se rappeler que, pour les Grecs, Charlemagne fut un révolté. N'a-t-il pas usurpé le pouvoir impérial ? Le pape saint Léon III, qui le couronna, n'a-t-il pas justifié la rupture des monarchies orientales ? Ces thèses, si singulières à nos yeux, imprègnent depuis douze siècles la pensée des Byzantins. Ils sont excusables, du moment qu'ils mettent, au point de départ, l'identification du spirituel avec le temporel, ou sa subordination.

ans plus tard, reprenant le pouvoir après cinq autres patriarches, il renouvelait, à partir du 26 mai 1901, sa politique de réconciliation entre Grecs et Bulgares. Déposé de nouveau par son conseil à une majorité de huit voix contre quatre (20 octobre 1904), Joachim III avait osé un véritable coup d'Etat : il avait renvoyé sept des métropolitains de son conseil et s'était maintenu au pouvoir ; il y resta jusqu'à sa mort (13/26 novembre 1912). A sa finesse, concertée avec celle du roi Georges de Grèce, est due en bonne partie la réconciliation orientale qui triompha de la Turquie à la fin de 1912. La mort de ces deux hommes d'Etat, à quatre mois de distance (26 novembre 1912, 18 mars 1913), favorisa la reprise des conflits entre les rivaux balkaniques.

Le successeur de Joachim III, et son adversaire obstiné, Germanos V, était âgé de soixante-dix-huit ans, quand il fut élu. Il avait longtemps allié sa vieillesse, pour refuser. Mais la crainte de voir nommer Meletios de Chypre le décida. Archevêque à trente et un ans, et transféré depuis lors (1866) de métropole en métropole, ce vieillard arrivait enfin au siège suprême du Phanar, que son autorité lointaine ou proche avait dominé sous plusieurs de ses prédécesseurs. Il reprenait aussitôt sa politique purement hellénique, antibulgare et antislave, bien conjuguée avec celle de Constantin en Grèce. L'effondrement allemand devait nécessairement amener la chute de Germanos V : dès le 28 octobre 1918, il signait une abdication que ses fidèles lui avaient imposée.

Les conseillers du Phanar n'avaient point prévu cette issue de la guerre. Aucun candidat ne semblait apte à la succession, sauf celui de Venizelos, Mgr Meletios Metaxakis. Mais ce métropolitain d'Athènes ne pouvait être appelé au Phanar, sans que toutes les sécurités politiques et religieuses eussent garanti l'avenir au personnel administratif de Constantinople.

Contrairement au droit byzantin, qui, pour abrégé la vacance du patriarcat, précipite la convocation des électeurs, la succession de Germanos V resta ouverte, indéfiniment. Quand le patriarche démissionnaire mourut quatorze mois plus tard, le 31 décembre 1920, il n'avait pas encore de successeur. Mgr Dorotheos Mammélis, métropolitain de Brousse, gardait son titre illégal de *locum tenens*, au grand mécontentement des fidèles.

Le renversement de Venizelos renouvela les perplexités du Phanar. A quelques jours près, son protégé serait devenu patriarche. Mais maintenant, tout le travail était à reprendre. Les esprits se partagent entre Constantinien et Venizelistes.

L'influence et la majorité continuèrent à osciller suivant les péripéties de la politique étrangère. Comment voter avant de savoir si Constantin se maintiendrait au pouvoir, avant de connaître quelle paix les Turcs feront avec les Grecs ?

Les populations prenaient parti plus vite que leurs évêques. A Constantinople, le jour de saint Eleuthère (15/28 décembre), les foules acclamaient Eleuthère Venizelos dans les églises. Leur pression décidait le Saint-Synode à lui télégraphier des souhaits très politiques. Elles dénonçaient les métropolitains constantiniens. Celui de Myriophytos et Péristasis, Mgr Philothéos, et celui d'Ismidt (Nicomédie), Mgr Alexandros, avaient nommé le roi à la messe. Celui de Drynopolis, Mgr Basilios, avait assisté et parlé au banquet qui faisait le retour de Mgr Théoclitos sur le siège d'Athènes. On exigeait leur déposition.

Le Saint-Synode du Phanar essayait des solutions moyennes. Après les élections du 14 novembre 1920, il télégraphiait au nouveau ministre d'Athènes pour s'accorder avec lui ; le 21, au roi Constantin, à Lucerne, pour le presser de refuser le pouvoir : qu'il sauvât la nation par une nouvelle abdication, toute volontaire. Envers les métropolitains, dénoncés comme constantiniens, il louchoyait. Pendant la vacance du patriarcat, répondait-on, aucune autorité ne peut les déposer. Deux d'entre eux, les métropolitains Philothéos et Basilios, encoururent la suspension ecclésiastique. Leurs diocésains, qu'ils fussent constantiniens ou venizelistes, s'irritèrent également de cette décision équivoque (janvier 1921). Même exaspération dans le diocèse d'Ismidt. Le Phanar, alléguant la mauvaise santé de Mgr Alexandros, lui retirait toute administration ; il délégua un évêque suppliant qui devait cependant nommer le métropolitain à la messe.

Une foule d'autres incidents manifestaient les hésitations du Phanar. Athènes lui avait supprimé, dès novembre, le versement habituel du roi. En janvier, le professeur Androntsos, de la faculté de théologie d'Athènes, apportait un million par ordre de M. Rhalits.

Au début de 1924, l'espoir revint, d'une éclaircie. La conférence de Londres allait remettre en question le traité de Sévres. Pour en tourner les résultats à son avantage, le Phanar organisait le 3 février une délégation spéciale, que le *locum tenens* du patriarcat, Mgr Dorotheos, conduirait à Londres sans tenir compte de la délégation constantinoise d'Athènes. Une rupture s'ensuivit, éclatante. Le Phanar refusa de rendre la visite du haut commissaire hellénique à Constantinople (18 février). Ce dernier, M. Votsis, s'irrita : sa lettre lui fut retournée. C'était le 21 février. Deux jours après, le 23, Mgr Dorotheos, métropolitain de Brousse et *locum tenens* du patriarcat, partait pour Londres, avec deux assesseurs laïques.

Hélas ! il apprit, en route, que la Conférence ne lui reconnaissait aucun caractère national. Elle refusait de l'entendre à titre officiel. Pour pallier l'échec, il s'arrangea pour arriver trop tard, et les Anglicans le consolèrent en multipliant les manifestations religieuses.

Elles furent de courte durée. Reçu le 11 mars par le roi George V, Mgr Dorotheos expirait le 18, après cinq jours de maladie.

Cette visite pourtant marquait un nouveau progrès de l'entente anglo-grecque, sur le terrain religieux. Le roi d'Angleterre acceptait avec piété une antique icône de la Sainte Vierge, tout ornée de perles. Une autre image de la *Paragia*, l'encelption que les prélats orientaux portent sur la poitrine, était remise à l'archbishop de Cantorbéry : hommage où les Anglais virent aussitôt la reconnaissance de leur hiérarchie et de leurs ordinations.

Il y eut plus. Ce représentant de Byzance, chef provisoire sans doute mais enfin chef suprême, accepta d'officier solennellement dans les églises anglicanes, il y présida des prières communes ; le rêve d'intercommunion tendait à se réaliser.

Il n'est pas jusqu'à cette mort, à Londres, qui n'ait favorisé les manifestations d'intimité religieuse. Le gouvernement anglais s'associa aux grands dignitaires de l'Eglise établie. Devant ce mort, les *Churchmen* les moins favorables à l'intercommunion orientale s'inclinaient ; la plupart priaient pour ce défunt, beaucoup de *clergymen* s'engageaient à célébrer une messe des morts pour le repos de son âme. Ils y demanderaient, annonçaient-ils, « la réalisation de ses aspirations d'entente avec l'Angleterre ». Ces démonstrations se poursuivirent jusqu'à Constantinople, où le croiseur *Centaur* avait

ramené la dépouille mortelle. Le clergé anglican fut invité à prendre à la cérémonie des funérailles une part active, à côté des clergés orthodoxes. Les Rev. F. R. Borough, Whitehouse et Hughes, en habit de chœur, chantèrent chacun une antienne et une oraison.

De son côté, M. Votsis, le haut commissaire du gouvernement d'Athènes oubliait les affronts récents. Les funérailles du 14 avril 1924 semblèrent sceller la paix entre Grecs.

L'élection du patriarche fut toutefois différée encore. Il fallait prolonger cette vacance, longue déjà de deux ans et demi. Comment en effet, après trente mois, ne pas attendre l'issue des campagnes nouvelles du roi Constantin contre les Turcs ? Un nouveau *locum tenens* fut désigné, Mgr Nicolaos, métropolitain de Césarée.

Certains fidèles s'exaspéraient de ces délais. Ils se demandaient si le prélat désigné comme *locum tenens* ne pourrait pas, tout aussi bien, devenir patriarche. Il exerçait les principales fonctions, pourquoi ne porterait-il pas le titre ? On serait toujours libre de le déposer, comme la plupart de ses prédécesseurs : tandis que la mort d'un *locum tenens* en fonction et sa succession inaugurerait un ordre de choses par trop étrange. Le trône patriarcal allait-il devenir un pur symbole, sans titulaire ?

Les hommes politiques du patriarcat s'inquiétaient aussi. Pour d'autres raisons. Ils savaient, quels grands desseins motivaient les retards. Pour l'union anglo-orientale, il fallait une personnalité de premier plan, et des circonstances opportunes. Mgr Meletios Metaxakis y pourvoyait par un voyage — une campagne — aux Etats-Unis. Mais, en attendant, la nation grecque, au lieu de recruter des alliés, se divisait contre elle-même. Or, si l'Eglise du Phanar reste isolée, elle devient décidément la plus petite des *autocephales* religieuses de l'Orient européen.

Cette longue vacance du siège œcuménique humiliait d'autant plus les Grecs, que les témoins russes se multipliaient davantage autour d'eux, et perdaient beaucoup d'illusions sur la « Grande Eglise ».

En même temps, l'Eglise nationale de Serbie prend une extension militante. Est-ce que, malgré l'effondrement de la Russie, une Eglise slave arriverait encore à s'vincer les Eglises grecques devant l'opinion européenne et même devant les orthodoxes d'Orient ?

Ces craintes précépièrent, à la fin de 1921, la résolution de nommer à tout prix et immédiatement un patriarche. Nous reparlerons plus loin de cette élection de Meletios et des graves conflits qu'elle inaugura.

Il faut relever ici une autre initiative de la propagande anglicane et américaine. Les écoles françaises, déjà prospères avant la guerre, jouissaient depuis 1918 d'une vogue extraordinaire. En 1920, le 14 juillet, une partie de leurs élèves — plus de trois mille — avaient défilé dans les rues, à la stupeur du Haut-Commissaire britannique, l'amiral de Robeck. Les Anglais n'avaient jusque-là aucun collège. Ils en ouvrirent quatre à la fois en octobre 1921, quatre ayant chacun double section pour garçons et filles. Avec les deux instituts américains, antérieurs à la guerre, Robert's College pour les garçons et Arnaout Keui pour les filles, voilà six établissements de langue anglaise — et de propagande religieuse anglo-américaine (4). Les classes gratuites de l'Y. M. C. A. et de l'Y. W. C. A., y ajoutent leur action politico-religieuse.

En outre, une pression violente, presque une contrainte, s'efforce d'arracher les enfants russes de Constantinople aux écoles françaises. « On coupera les vivres aux familles et aux orphelins, dit tel personnage anglais accrédité par la Société des Nations, si ces enfants ne fréquentent pas un gymnase anglais. » Or, dans la chapelle de ce gymnase, un autel anglican voisine avec l'autel orthodoxe. Ces faits sont de 1922. Il se trouve que la Société des Nations a précisément accredité un membre du Conseil ecclésiastique (E. C. C.) de Cantorbéry, sir Samuel Hoare.

Est-il étonnant que le bruit courre, à Constantinople, d'une bienveillance spéciale du Phanar pour les écoles anglaises ?

(4) Contraste d'autant plus frappant que, pendant près de deux ans, durant la période la plus difficile, personne ne disputait à la France le rôle de charité envers les réfugiés russes de Constantinople. Quand, après la déroute de Wrangel, 150.000 Russes s'ajoutèrent à la foule déjà nombreuse de leurs compatriotes, le secours français fut seul à les accueillir. L'argent français acheta aux services anglais et américains et dut leur payer comptant, pour un nombre considérable de millions, les baraques, literies et réserves d'hébergement. Quand l'hôpital Jeanne d'Arc et les autres postes français regorgèrent de malades, avec un service ininterrompu comme jadis au front, les services anglais acceptèrent enfin un matin d'abriter cinquante malades ; mais, le soir, ils les déposaient à la porte de la Croix Rouge française, chargés déjà de plus de quinze cents. Cependant les pauvres Russes, en voyant sur leurs paquets les marques de fabrique, rapportaient souvent leur reconnaissance sur les marchands plus que sur les bienfaiteurs.

CHAPITRE V

L'Église Serbe

C'est un fait que l'Église serbe poursuit son évolution avec persévérance et méthode. Avec succès aussi.

En 1836, les patriotes serbes, qui rompirent avec la Turquie, organisèrent immédiatement leur autonomie ecclésiastique. Leur Église autocéphale. La Grèce renaissante venait de donner l'exemple en 1833. Il était d'ailleurs conforme aux principes de Byzance, qui prétendait régler les relations ecclésiastiques d'après les conditions politiques : une cité royale ne peut s'accommoder que d'un évêque-primat, d'un évêque qui dirige les autres évêques de l'État, sans dépendre lui-même d'aucun d'autre. L'hégémonie du pouvoir civil sur l'Église et sur les consciences s'exerce en toute sécurité et facilité, quand le sommet de la hiérarchie — nommé d'ailleurs tout entière par autorité royale — se trouve à portée immédiate du prince, et comme sous sa main.

Jadis, au nom de ces principes, Photius avait préparé le schisme, contre Rome, et Michel Cérulaire l'avait consommé.

Le droit canon de l'Orient inscrivait donc, comme premier axiome, au profit de Constantinople, cette formule : « Que l'ordre des divisions ecclésiastiques suive le modèle des divisions civiles et politiques. » Il en avait conclu que Rome devait sa primauté au trône impérial : *ὁ δὲ τὸ βασιλευσίν*.

La création d'une seconde capitale avait donc conféré à la nouvelle Rome l'égalité religieuse avec la première, « des droits égaux ». Des droits supérieurs même, puisque l'ancienne Rome avait cessé d'être ville impériale. Les compilateurs byzantins du XI^e siècle n'hésitèrent pas devant cette hardiesse : « Puisque, par la grâce de

104 Dieu, cette ville, gardée par Dieu, demeure la seule citée impériale, il est évident qu'elle possède aussi la primauté (4). »

Sans doute, même après Photius, le premier traducteur de carons ecclésiastiques en langue slavonne — probablement saint Méthode — protestait contre ces erreurs byzantines. « Car la dignité et la prééminence de l'ordre sacerdotal n'ont pas été établies par la faveur du pouvoir civil, mais par le choix divin et par autorité apostolique... C'est pourquoi les privilèges de l'ancienne Rome sont immuables jusqu'à la fin. »

Mais le souvenir même de ces protestations avait disparu, au point qu'un érudit orthodoxe, le slavisant russe A. Pavlov, stupéfia tout l'Orient lorsqu'il en publia le texte (2), exhumé d'un vieux manuscrit du x^e siècle, dans la revue archéologique de l'Institut russe à Constantinople, le *Vizantiiskii Vremennik* (1897).

Constantinople avait, depuis Photius et Cérulaire, réclamé la primauté au nom de sa gloire impériale. Elle l'aurait dû perdre, de par ses propres principes, quand, au lieu d'être une ville impériale ou royale, elle ne fut même plus une ville de la chrétienté. Soumise aux infidèles, comment aurait-elle gardé l'hégémonie du monde chrétien, si cette autorité suprême suivait les vicissitudes politiques de l'Empire ? Naturellement ces conclusions défavorables furent écartées par les Grecs. Mais les Slaves s'empresèrent de les tirer.

Ivan III de Russie ne fut d'abord, comme ses pères, que *Kniaz* ou

grand prince de Moscou. Cependant il rêvait de se déclarer empereur, *tsar*. Pour légitimer ce titre dans sa postérité, il épouse en 1472 l'héritière des dynastes de Byzance, Sophie Paléologue, et, dès lors, il s'approprie les aigles romaines. Elles marqueront, au front des armées comme sur les palais impériaux, que Moscou est la troisième Rome, et qu'à ce titre elle recueille les droits de la première et de la seconde Rome à un empire mondial, à un empire qui absorberait l'Occident comme l'Orient, aigle bi-céphale.

En conséquence, la primauté religieuse doit émigrer vers Moscou, avec la couronne impériale. Constantinople se débat, longuement, contre l'application de ses propres principes. Enfin, en 1589, le patriarche Jérémie II concède à Boris Godounov, moyennant une large indemnité, le droit d'ériger à Moscou un patriarcat indépendant : l'Empire russe est constitué en Église *autocephale*. Première application, en faveur des Slaves, du principe nationaliste, que l'hellénisme aurait voulu réserver à son exclusif profit.

On sait comment Pierre le Grand, pour mieux se subordonner son Église nationale, supprima le patriarcat et le remplaça par un Saint-Synode. Après deux siècles, le concile parussin de 1917 restaura la dignité patriarcale (1).

Les Serbes imitèrent leurs grands frères russes en 1836. Mais l'autonomie religieuse leur fut refusée par Constantinople jusqu'en 1879. Alors enfin, le Synode autocephale de Belgrade, constitué depuis près d'un demi-siècle, cessa d'être excommunié par les Grecs.

Le Phanar dirigeait dès lors toutes ses foudres contre la dernière venue des nationalités balkaniques. La jeune Église de Bulgarie, éclose en 1860, n'a cessé d'être battue par tous les vents et tempêtes des anathèmes byzantins. Il faut dire que cette rivale de l'hellénisme

(1) Voir plus haut, deuxième partie, chapitre III. Les soviets jalous favorisèrent, en mai 1921, la constitution d'un patriarcat rival. Très célèbre agitateur, le moine Héliodote a été sacré patriarche de la République rouge et de toutes les Russies. Ainsi naît en Russie une nouvelle hiérarchie, la quatrième et peut-être bientôt la plus influente — en face des Orthodoxes, des *Starovierés*, et des deux sièges catholiques de Mohylev et de Saratov. Au moment où nous revoyons ces épreuves, le sort du patriarche Tyckhon est bien incertain : courageux dans sa foi, il aurait été déposé par des préjats que le caprice du pouvoir civil — soviétique ou tsarien — domine et dirige dans leur activité religieuse.

(1) *Nomocanon* : éd. Pitra, t. II, 645 sgg. Dans nos *Theologia de Ecclesia*, t. II (Paris, 1924, § 292, pp. 141-150), nous avons étudié l'histoire du canon XXVIII de Chalcédoine, dans ses deux textes, l'un primitif, l'autre retouché par Photius, et la protestation de leur premier traducteur slave. Lein d'opposer une difficulté à la primauté romaine, les faits continuent de façon éclatante la foi des Pères de Chalcédoine au droit divin du successeur de Pierre sur le siège de Rome. Les manuels catholiques sur l'Église se taisent le plus souvent sur ce canon. Les adversaires présentent cette inattention comme un avon d'embarras. Le Bishop converti, Kinsman rapporte que toute sa sécurité contre Rome lui venait de ce canon. Ainsi en est-il pour la plupart des Anglicans et des Orthodoxes.

(2) Une traduction française, due au P. M. Jugie A. A., a paru dans le *Bessarion* en 1918. Nous l'avons reproduite, en la corrigeant, dans la seconde édition de nos *Theologia de Ecclesia*, t. II, § 293. Le Dr Fr. Grivec, professeur à l'Université de Ljubljana en Yougoslavie, a réédité le texte slavon, avec une traduction latine, dans sa très érudite monographie slovène et latine *Cerkveno prvenstvo i edinstvo po vizantijskemu pojmovanju*, Documenta byzantina de primatu et unitate Ecclesiae, Ljubljana, 1921. Un lecteur russe trouverait des renseignements utiles dans une brochure que nous avons consacrée à *L'unité dans le Christ* (*Edinstvo vo Khristi*, Prague, 1922).

s'installait dans la banlieue même de Constantinople, et que l'exarque qui dirigeait l'Église bulgare bravait jusque dans la ville impériale, le patriarche grec.

Le dépit troublait si bien les esprits à Constantinople, qu'un grand concile byzantin, après avoir siégé pendant les mois d'août et septembre 1872, en vint à condamner le principe même du séparatisme. Le texte de la sentence, comme celui des considérants parus, à la fois en grec et en français, avec même valeur officielle pour les deux langues.

« Nous réprouvons, nous blâmons et nous condamnons le *phylétisme*, c'est-à-dire les distinctions de races, les querelles, l'émulation et les divisions nationales dans l'Église de Jésus-Christ... Nous déclarons, d'accord avec les canons sacrés, étrangers à l'Église une, sainte, catholique, et apostolique, et réellement *schismatiques*, tous ceux qui admettent ce *phylétisme* et qui osent fonder sur ce principe des conciliabules phylétiques nouveaux. Par conséquent, nous déclarons schismatiques, dégradés, excommuniés, Hilarion... » Suivait une liste nominative de sept évêques bulgares, auxquels sont joints « les prêtres et les diacres qu'ils ont illégalement ordonnés, tous ceux qui sont en communion avec eux... qu'ils soient ecclésiastiques ou laïques (1). »

Sept ans après cette « définition », le roi Milan de Serbie ayant appuyé d'arguments sonores sa pétition pour l'autonomie de l'Église nationale, une nouvelle décision de Constantinople lui donnait gain de cause. Par acte du 1^{er} novembre 1879 (20 octobre) les évêchés de Nisch, Pirot, Toplitza et Vrania, en y comprenant les « schismatiques » bulgares, constituèrent sous l'hégémonie de Belgrade une Église nationale (2).

Mais bien des Serbes en restaient exclus. La moitié des orthodoxes, qui se réclamaient de la nationalité serbe, vivaient en dehors du royaume. Après trente ans de croissance naturelle, la population du royaume serbe n'atteignait pas encore trois millions ; on arrivait sensiblement au même chiffre, en additionnant aux Serbes d'Autriche-Hongrie ceux de Bosnie, d'Herzégovine et de Monténégro. L'aspiration nationale vers l'unité se doublait donc d'une aspiration

(1) Mansi continué, t. XLV, col. 534.

(2) Την ἐξέτασιν τῆς Σερβίας ἀπορριπτικῶν ἐκκλησιαστικῶν ἐκκλησιῶν (ibid., col. 522).

religieuse. Ou plutôt, d'après certains juges, trop sévères sans doute, la vie religieuse se réduisait en Serbie à cette préparation de l'unité nationale.

Pour résister à cette action nationale et religieuse, la monarchie austro-hongroise avait érigé en ses États et subsidiait pour chaque groupe ethnique de ses sujets « orthodoxes » une Église propre, une orthodoxie indépendante. Chacun de ces centres avait obtenu de Constantinople, moyennant payement, la séparation complète, *l'autonomie autocephale*. La nationalité serbe se trouvait spécialement favorisée.

A la fin du xvii^e siècle, en effet, d'importantes émigrations avaient transplanté, de Serbie en Hongrie, une foule d'orthodoxes qui fuyaient le joug turc. En 1690, Arsène, patriarche d'Ipek, entraîna d'un bloc trente-sept mille familles, formant un total de deux cent mille âmes. Au nord des régions sauvages et montagneuses de la Fruchka Gora, sur la rive droite du Danube, en amont de son confluent avec la Tisza, il érigeait en Syrie, sous la protection de la Croatie et de la Hongrie, un siège épiscopal à Karlovci. Une série d'actes officiels, spécialement en 1737, assura l'existence et le développement de cette Église orthodoxe et de sa hiérarchie serbe. Avant la guerre de 1914, sept diocèses serbes groupaient environ onze cent mille orthodoxes sur le territoire hongrois : près de cinq cents prêtres mariés se répartissaient un peu plus de sept cents paroisses, avec une centaine d'églises de secours. Karlovci restait leur métropole autocephale, comme Sibiu celle des orthodoxes roumains de Hongrie depuis 1874.

En outre, comme les orthodoxes roumains de Bukovine se groupaient, entre la Hongrie et la Russie, au sud de la Galicie orientale et au nord de la Roumanie, sous l'hégémonie d'un autre métropolitain, autocephale lui aussi, à Czernovitz, de même d'autres Serbes, sujets également de François-Joseph, ceux de Bosnie et d'Herzégovine, formaient depuis 1908 une nouvelle Église autocephale avec quatre diocèses. Moyennant un prix élevé, le Phanar de Constantinople cessa d'y nommer les évêques. Aux élus des Grecs des évêques serbes succédèrent, choisis sans doute parmi les sujets de la monarchie austro-hongroise, mais bien plus aptes à seconder la réunion nationale de tous les Serbes en un seul État.

Les ministres de François-Joseph escomptaient une attraction en sens inverse. En favorisant les Serbes de la monarchie austro-hongroise, en leur assurant une culture très supérieure à celle de leurs congénères du royaume de Serbie, ils espéraient attirer tôt ou tard ou conquérir par un coup de force ces territoires qu'ils appelaient dédaigneusement « le misérable pays », plus petit en fait que les seules provinces de Bosnie et d'Herzégovine.

De là, une double tactique de Vienne. Brimade contre les Serbes du royaume, qu'il fallait étouffer jusqu'à ce qu'il demandât son annexion ; faveurs aux Serbes de Bosnie et d'Herzégovine dont la prospérité ferait envie aux voisins affamés. La fable du Loup et du Chien se joua plus d'une fois au réel en cette politique.

Les musulmans, naguère majorité, tendaient à désertir un pays de gouvernement chrétien. Facilement donc les Serbes exerçaient une influence prépondérante bien que leur nombre ne dépassât guère le tiers de la population. Les Croates, Slaves aussi, mais catholiques et tout imprégnés de culture latine, étaient moins nombreux, mais renforcés constamment par l'infiltration de leurs frères qui s'éloignaient de Croatie pour échapper à la prépondérance hongroise.

Dans le jeune royaume serbe-croate-slovène, le gouvernement de Belgrade, après avoir promis la liberté des cultes, essaya d'abord de fusionner tous les éléments chrétiens en une Église nationale. L'inspiration sectaire, pensera-t-on. Chez quelques-uns de ses promoteurs, assurément. Pas chez tous.

Les hommes, qui ont grandi en dehors de l'Église catholique, se sont habitués, dès l'enfance, à considérer leur Église comme une fonction de l'organisme national : à côté des cadres civils et militaires, une hiérarchie d'employés ecclésiastiques assure les bonnes relations avec l'au-delà. Service public, plus que service divin. Le culte se nationalise étroitement : la foi y importe moins que l'idée d'État, idée grecque ou serbe, bulgare ou roumaine, anglicane ou germanique, tout au plus idée panslaviste, panhelléniste ou pansermainiste. Le clergé ne conçoit pas autrement sa mission : le feu de Vesta qu'il entretient dans toutes les confessions officielles des États non catholiques, c'est la flamme de l'idée nationaliste. Ses ambitieux visent à s'élever aux autres fonctionnaires et bureaucrates qui les regardent généralement d'un œil dédaigneux ou protecteur.

La conception juive du lévitisme ancien se prolonge chez tous ces chrétiens à religion nationale, qui, en rompant avec le centre de l'unité, ont rejeté la notion universaliste et surnationale de la foi chrétienne.

Forcément donc, l'Église catholique les surprend par ses résistances. Elle entretient, elle prescrit, elle canonise même l'esprit de dévouement patriotique. Ils veulent autre chose : la pousser au particularisme, la subordonner à leur politique. Elle refuse, ayant seule le secret d'associer l'amour de la patrie à celui de la chrétienté universelle.

De par Dieu, premier maître, les consciences gardent des droits, une liberté et des devoirs qui ne relèvent pas des lois humaines ; le Christ est Roi des rois. Ni pour les passions princières ni pour les caprices démocratiques, l'Église ne peut modifier sa divine constitution.

Cette sainte intransigeance, loin de nuire à l'État ou aux individus, les sert et les sauve ensemble. Elle préserve les notions constitutives de la société civile et de l'État, elle sauvegarde les droits de la conscience et les libertés individuelles.

Des prêtres croates et slovènes signalèrent ces vérités au gouvernement serbe. Grands patriotes, ils devaient contraindre l'attention de ceux mêmes qui ne les comprenaient pas. Certaines rigueurs de la persécution, à demi inconsciente peut-être, se sont ainsi atténuées.

D'autres continuèrent malheureusement. Les congrégations d'étudiants, interdites en Bosnie par un décret de janvier 1920, obtinrent que ce décret fût modifié en mai ; les effets pourtant en ont été maintenus. Les privilèges, reconnus aux sociétés anticaltholiques de gymnastique (les *Sokolis*), furent refusés aux groupements catholiques (*Orli*). A ces derniers, le ministre Prebitchewitch imposait les règlements et les formulaires de leurs rivaux. Ailleurs, il supprimait l'instruction religieuse ou l'enlevait aux prêtres. Pour l'enseignement de l'histoire, des manuels anticaltholiques furent seuls autorisés. Les religieuses étaient expulsées de plusieurs couvents.

Omettons bien d'autres signes d'une malveillance manifeste, imputable peut-être aux subalternes plus qu'à l'ensemble des gouvernants. Il faut pourtant relever les attentats contre les catholiques de rite paléoslave.

L'ANGLICANISME ET L'ORTHODOXIE GRÉCO-SLAVE

110

Comme en Russie naguère, les orthodoxes s'obstinent à pourchasser tout ce qui symbolise et proclame la mission universaliste de l'Église. Cette diversité des liturgies dans l'unité de la foi, cette célébration catholique du rite que le schisme voudrait confisquer et nationaliser, cette manifestation vivante de l'intégrale tradition orientale déplaît souverainement à ceux qui aiment la séparation pour elle-même. Ils veulent délibérément le morcellement religieux, au lieu de l'unité que le Christ prescrit et institua.

Le très distingué évêque des Orientaux unis de Yougo-Slavie, Mgr le docteur Njaradi qui réside à Krizevci, s'est vu dépourillé de tous les biens d'Église. Il ne peut même plus entretenir de séminaristes (1), tandis que le schisme crée à Zagreb, en plein centre du pays catholique, une faculté de théologie « orthodoxe ». La déclaration de Corfou, du 20 juillet 1917, et ses promesses sembleraient parfois oubliées.

Cependant la hiérarchie catholique continue à seconder très publiquement les efforts nationaux du gouvernement et de la dynastie. Le clergé séculier et régulier de tous les Ordres soutient, avec grande abnégation patriotique, la politique étrangère de Belgrade.

Ce loyalisme maintiendra-t-il la population croate dans l'unité du nouvel État ? Il s'y applique, mais y réussira-t-il si les mesures inintelligentes d'oppression anticatholique continuent ? On en peut douter. Quand le pouvoir central froisse les consciences, en même temps qu'il lèse les intérêts, un pacte d'unité se déchire vite, fût-il sanctionné par toutes les signatures d'un grand traité international. Invinciblement, devant les menées anticatholiques de Yougo-Slavie, l'esprit se rappelle l'histoire des Pays-Bas après les grandes confessions de la Sainte-Alliance en 1815 : le peuple belge s'affranchit d'un régime qui ne savait pas imposer à ses fonctionnaires le respect du catholicisme dans les nouvelles provinces.

(1) Le clergé du diocèse uniate en Yougo-Slavie égale, en valeur sacerdotale et intellectuelle, les meilleurs clergés du rite latin ; j'ai pu m'en convaincre au cours d'entretiens personnels à Zagreb et Krizevci en 1911. Les chanoines de la cathédrale, comme les professeurs du grand séminaire, feraient parler avec leur digne évêque le plus grand honneur à l'Église. Leur porte-parole à la Constituante de Belgrade, le docteur Simrak, y défend la vérité catholique avec autant d'érudition que d'éloquence ; il est le chef parlementaire des catholiques, même latins.

Les dernières élections de Croatie et de Bosnie pour la Constituante yougo-slave ont déjà causé bien des surprises aux Serbes. Ils avaient favorisé, contre le parti catholique du Dr Korosec, un mouvement libéral et agraire dirigé par un ancien étudiant de Paris, le juriste Raditch. Or Raditch s'est trouvé à la tête d'un important groupe de députés, qui se sont déclarés sécessionnistes au point qu'une cinquantaine refuse de siéger à Belgrade. Voilà ceux qui remplacent les artisans de l'union yougo-slave, embrigadés naguère par le Dr Korosec. Au lieu des cléricaux et des « Romains », qui militèrent en excellents patriotes pour les Slaves du Sud, voilà les fruits nouveaux. Les élections municipales de Zagreb, à la fin de 1921, devaient renouveler la même leçon. Elles furent un triomphe pour les séparatistes. Le ministère Pachitch ne tarda pas à démissionner : en se reformant, il voulut s'alléger de M. Prebitchevith. C'est un progrès. Suffira-t-il ? Cette bonne volonté fut d'ailleurs de bien courte durée.

Que les Serbes méditent sur le sort de leur grande sœur russe. A vouloir combattre l'unité catholique, elle s'est épuisée, si forte qu'elle fit : son édifice, grandiose mais construit à côté du roc marqué par le Christ, s'est effondré, maison bâtie sur le sable.